Guillaume Garner, *État, économie, territoire en
Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie
politique, 1740-1820*

Alain J. Lemaître

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11004>

DOI : 10.4000/ahrf.11004

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 269-272

ISBN : 978-2200-92514-7

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Alain J. Lemaître, « Guillaume Garner, *État, économie, territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique, 1740-1820* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 352 | avril-juin 2008, mis en ligne le 18 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11004> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11004>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Guillaume Garner, *État, économie, territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique, 1740-1820*

Alain J. Lemaître

RÉFÉRENCE

Guillaume Garner, *État, économie, territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique, 1740-1820*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2005, 436 p., ISBN 2-7132-2070-X, 28 €

- 1 Les travaux menés sur l'espace allemand à l'époque moderne de la part des historiens français sont rares. Ils obligent en effet le chercheur – et plus tard leurs lecteurs – à un bouleversement intellectuel radical qui affecte les méthodes et les césures ainsi que les discours et les concepts propres à l'historiographie française. C'est précisément ce que fait Guillaume Garner, de façon magistrale, en livrant cette version remaniée de sa thèse soutenue en 2001. En se référant, dans la lignée de Jean-Claude Perrot, à une histoire intellectuelle qui entend relier théories, représentations et réalités économiques et sociales, l'auteur mène une recherche sur les relations qu'entretiennent dans le discours économique État, économie et espace dans l'Allemagne de l'*Aufklärung* et du début du XIX^e siècle. Alors que le caméralisme et l'économie libérale (*Nationalökonomie*) sont des champs d'étude privilégiés de l'historiographie allemande, la question de l'espace, en effet, a été le plus souvent négligée. Son objectif est de comprendre en quoi la transition entre le caméralisme et le libéralisme économique correspond en Allemagne à l'évolution d'une pensée qui appréhende, dans un premier temps, les phénomènes économiques par rapport au territoire compris comme notion politique à un discours qui se réfère enfin à l'espace de marché. Les bornes chronologiques qu'il donne à son enquête lui offrent un terrain

privilegié pour sa démonstration : d'abord en raison du morcellement politique de l'espace allemand, aux multiples frontières territoriales, sans égal en Europe ; ensuite parce que l'économie, dans l'Empire, demeure très fortement soumise aux contraintes d'un espace fragmenté également par la répartition des ressources naturelles et l'extrême faiblesse des infrastructures de transport.

- 2 Les résultats de sa recherche comportent trois volets. L'auteur présente dans une première partie les principes et les modalités du discours caméraliste afin de bien faire apparaître les catégories et les échelles qu'il mobilise pour appréhender l'espace. Dans une deuxième étape, il étudie la façon dont les programmes de politique économique des caméralistes entendent organiser l'espace en fonction des objectifs poursuivis. La dernière partie du travail poursuit un double objectif : d'une part, mesurer le degré de « déterritorialisation » qui affecte la *Nationalökonomie* dans les années 1790-1820 ; d'autre part, analyser les discontinuités et les débats engendrés, dans ce discours qui n'est ni linéaire, ni univoque, par les décalages ou les déphasages entre la conception de l'espace de marché, la configuration politique et territoriale ainsi que la situation économique et sociale spécifique à l'espace allemand à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle.
- 3 Reprenant des définitions élaborées depuis le XVII^e siècle par le droit public allemand, les caméralistes ont une vision unitaire de l'État et de la société civile qui informe leur approche des phénomènes économiques et explique l'absence d'autonomie de la science économique. Marquée par les modèles hérités du droit naturel, et notamment les postulats de Christian Wolff, leur conception emboîte État, société civile et économie les uns dans les autres, et abandonne à un appareil gouvernemental et administratif (*Polizei*) le soin de gérer « le bien commun ». Dans cette pensée, le territoire sert à la fois de catégorie fondamentale d'un discours économique, de substrat matériel et de fondement juridique de l'État et constitue, enfin, l'espace même où se réalise le « bien commun ». Cette conception de la territorialité, remarque Guillaume Garner, est indissociable des fonctions occupées par les caméralistes qui évoluent soit dans les sphères proches du pouvoir, comme Joseph von Sonnenfels à Vienne, soit dans le cadre universitaire comme Georg Lamprecht ou Johann Rüdiger, où ils ont la charge de former les administrateurs des États territoriaux de l'Empire. Plutôt qu'une analyse des phénomènes économiques, leur discours est donc à la fois normatif et prescriptif, leur objectif étant d'accroître la puissance de l'État par des mesures concrètes. Dans cette perspective, le territoire apparaît surtout et logiquement comme l'outil privilégié d'une politique dans une approche mécaniste des phénomènes économiques qui est l'un des fondements de leur théorie de la croissance. En d'autres termes, l'essor de la production, le commerce des grains, le négoce international ne sont envisagés qu'à travers le prisme du territoire. Ce n'est qu'à l'échelle de l'État que sont pensées les conditions de la croissance économique. C'est cette approche originale qui leur permet de problématiser la politique économique du gouvernement en tentant de concilier la liberté des individus et l'interventionnisme de la police (*Polizei*).
- 4 Guillaume Garner considère ensuite le rapport entre le territoire et la politique économique dans les sciences camérales. Les caméralistes accordent une attention particulière au secteur agricole et minier en raison de sa prépondérance dans l'économie allemande du XVIII^e siècle. Ce secteur a pour but de garantir la subsistance des habitants du pays, doit être intégré à l'économie monétaire afin de commercialiser une partie de ses productions et fournit enfin les matières premières nécessaires au

développement du secteur artisanal, des manufactures et des fabriques. En matière de production, le territoire est donc envisagé comme une unité économique résultant de l'interaction entre économie rurale et économie urbaine. Or les caméralistes constatent que l'essor de la production demeure fortement soumis à des contraintes : ni les mesures prises pour intensifier la production agricole, ni l'extension des superficies cultivables, ni l'état des ressources naturelles et des matières premières ne suffisent à pallier l'insuffisance de progrès scientifiques et agronomiques significatifs. Ces données caractéristiques d'une « économie de la rareté » les amènent à concentrer leur réflexion, à l'échelle territoriale, sur la répartition optimale des ressources naturelles et des forces productives dans l'espace. La structuration du territoire apparaît alors comme une nécessité impérieuse, tant à l'échelle locale où l'on conçoit des zones de dimensions variables que sont les cellules de production agricole ou industrielle, soit à l'échelle territoriale en considérant le binôme économie rurale – économie urbaine. Comme ces zones doivent être mises en relation les unes avec les autres par la circulation des biens et de la monnaie, la place donnée aux transports, afin de constituer un « marché territorial » qui exige, pour sa viabilité, équilibre et homogénéité, est stratégique. Toutefois, Guillaume Garner montre bien comment l'articulation des échelles territoriale et internationale pose aux caméralistes des problèmes complexes dans la mesure où les milieux du négoce ont une logique et des intérêts divergents de ceux de l'État et parce que les cadres institutionnels de l'Empire viennent troubler ces échelles d'analyse en imposant une différenciation permanente et un va-et-vient entre le territoire princier et l'espace « allemand ». C'est sur cette question que la réflexion des caméralistes, jusqu'alors très cohérente, montre ses limites et ses contradictions.

- 5 À partir de 1770, alors qu'elles occupent une position dominante dans les universités allemandes, les sciences camérales sont confrontées à l'émergence de discours économiques concurrents et tout d'abord celui de la physiocratie, avec Johann Schlettwein, qui touche l'Empire et ses cercles politiques et universitaires, à partir du foyer français, avec un décalage chronologique d'une vingtaine d'années. En remettant en cause la représentation de l'espace chère aux caméralistes sur deux points essentiels que sont le commerce des grains et le commerce extérieur, ils dissocient catégoriquement le territoire et l'espace de l'économie. Ensuite, la réception et la maturation des théories d'Adam Smith, les conquêtes de la philosophie juridique de Kant dans une société civile bourgeoise qui s'affirme face à des gouvernements fragilisés par la Révolution française créent les conditions d'apparition de la *Nationalökonomie*, science autonome, qui opère la dissociation du territoire, comme unité politique et juridique, avec l'espace de marché. L'analyse que fait Guillaume Garner de ces années 1790-1820, au cœur de la période charnière (*Sattelzeit*) mise en évidence par Reinhart Koselleck, est exemplaire de la qualité de la méthode qui gouverne sa recherche. Elles sont marquées par un remodelage de la carte de l'espace impérial, une redistribution concomitante du pouvoir politique, et un profond renouvellement des problématiques comme des catégories intellectuelles utilisées dans la réflexion philosophique et sociale, en vigueur, par exemple, dans les universités de Göttingen et de Halle. La période révolutionnaire et impériale connaît ainsi une transformation de l'analyse des rapports entre État, économie et marché. L'économie relève désormais de la société civile, dont elle fonde la régulation autonome, et ne serait donc plus instrumentalisable par l'État. La promotion de l'individu qui devient une fin en soi et doit être compris – dans des terres marquées par la pensée luthérienne

– comme créateur de richesse par son travail, va de pair avec le rejet de la « société d'ordres » (*Ständegesellschaft*) et la dénonciation des principes et des méthodes prescriptives de l'absolutisme éclairé.

- 6 Guillaume Garner évite les écueils schématiques et les tentations téléologiques en suivant avec finesse les inflexions du discours, les phénomènes d'adhésion et de rejet, les résistances également de l'idée de territoire face aux défis dûs aux guerres napoléoniennes, à la survie de certains États territoriaux, comme la Prusse, et à la situation économique générale de l'Allemagne. Il n'y a pas continuité dans la manière dont les sciences camérales et les penseurs de la *Nationalökonomie* envisagent les rapports entre État, économie et espace. Si leur analyse converge parfois, en matière d'organisation des unités agricoles par exemple, les économistes allemands finissent par renverser les relations de subordination entre l'État et l'espace économique. Pour les uns, c'est l'État qui doit se soumettre à la logique autonome d'un « espace de marché », pour les autres il lui revient de créer un marché national, protéger les « forces productives de la nation », rejoindre le niveau économique des autres puissances européennes mais sans perdre l'objectif final de l'ouverture des frontières... La richesse de l'ouvrage de Guillaume Garner et la rigueur de la démonstration en font une référence en matière d'histoire intellectuelle qui vient prendre une place de choix à proximité des travaux de Michaël Stolleis sur le droit et de Paolo Napoli sur la naissance de la police, livrés à la réflexion des historiens ces dernières années.